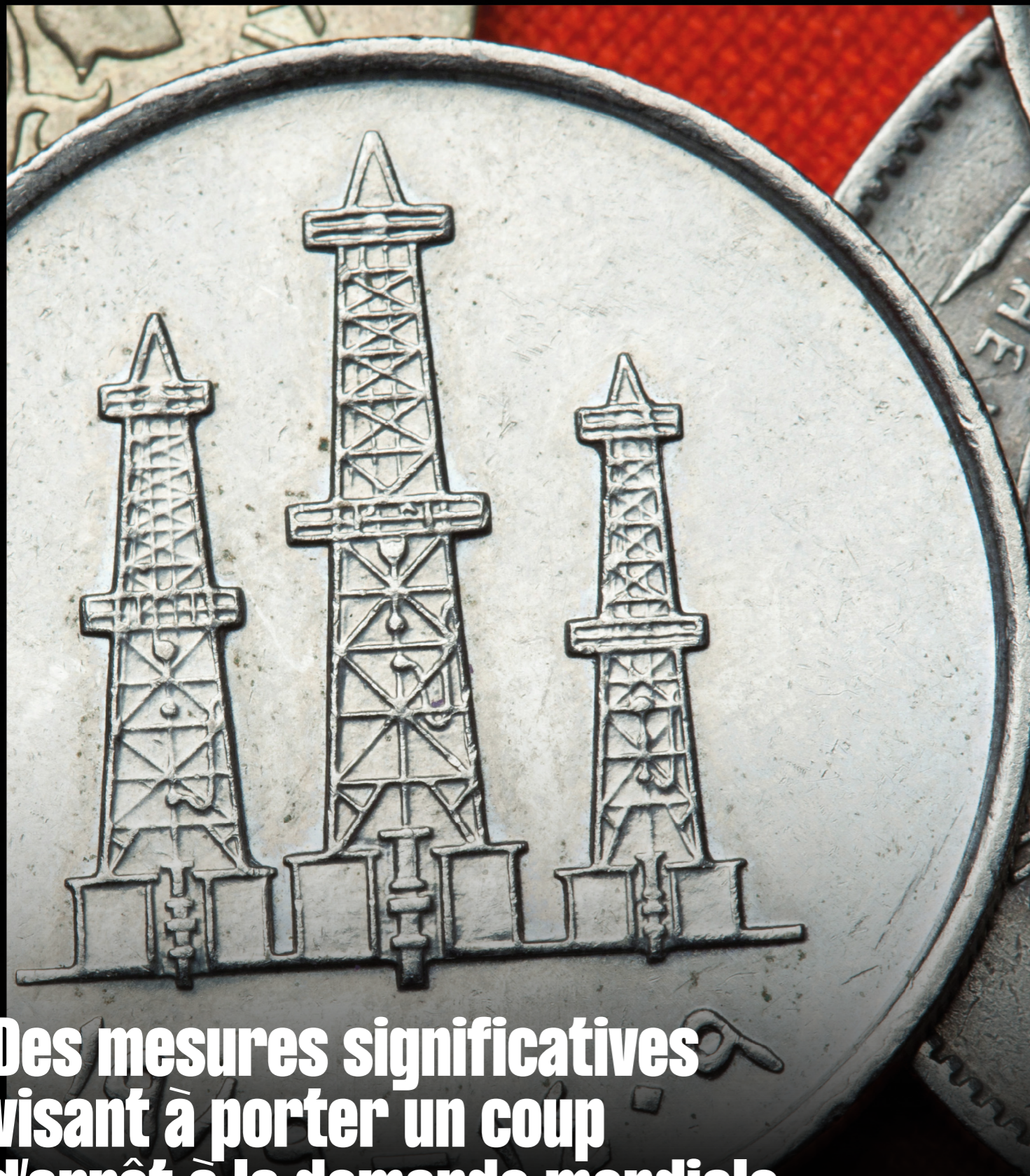




**le PUIT
de la PEUR**

aux Émirats Arabes Unis : extraction et autocratie

Synthèse sur la répression politique, à l'attention des participants de la COP28



Des mesures significatives visant à porter un coup d'arrêt à la demande mondiale de combustibles fossiles seraient une réelle menace pour le pouvoir de la famille dirigeant des éau

Cette page: Pièces de monnaie des Émirats arabes unis : tours de forage pétrolier représentées sur les pièces de 0,5 AED © Wrangel/Dreamstime.com. Page opposée: (en haute) Puits de pétrole dans le désert, Émirats arabes unis (EAU) © Lukáš Holub/Dreamstime.com, (en bas) Cheikh Mohammed ben Zayed al Nahyan, président des EAU, et Sultan Ahmed al Jaber, directeur général et PDG de la Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), Sultan al Jaber est le président de la COP28. © Abaca Press/Alamy Stock Photo.

S'appuyant sur les revenus colossaux issus des combustibles fossiles, les Émirats arabes unis et leur modèle de stabilité autoritaire se sont convertis en 10 ans en un État exerçant une surveillance profondément répressive, où les limites de la liberté d'expression ont été si radicalement redessinées qu'il est désormais clair, pour les citoyens émiriens comme pour les étrangers, qu'aucune critique significative du gouvernement ou de la société n'est autorisée. Toute personne émirienne ayant osé émettre une critique même modérée des dirigeants a fait l'objet d'une disparition forcée ou a été jetée en prison, contrainte à l'exil ou réduite au silence par des menaces. La famille dirigeant le pays accorde son appui à des forces autoritaires et anti-démocratiques du monde entier, allant des chefs de guerre libyens à Donald Trump ou au chef de l'État égyptien, Abdel Fattah al Sissi. Elle commande un réseau de communication extrêmement sophistiqué, doté d'un financement abondant, afin d'entretenir l'illusion d'un gouvernement progressif et tolérant. Les gouvernements occidentaux, tributaires des combustibles fossiles du pays et des investissements connexes, cherchent à maintenir une étroite collaboration avec Abou Dhabi et lui fournissent des armements et un soutien militaire. La présente synthèse sur les droits humains – conçue pour fournir un contexte essentiel aux participants de la COP28 – décrit la répression féroce et implacable en place depuis une décennie dans le cadre du contrat social émirien, qui attend des citoyennes et citoyens une paix politique absolue en échange d'une part des bénéfices issus de l'extraction ininterrompue des combustibles fossiles. Cette synthèse explique que des mesures significatives visant à porter un coup d'arrêt à la demande mondiale de combustibles fossiles seraient une réelle menace pour le pouvoir de la famille dirigeante des Émirats arabes unis, ce à quoi les participants de la COP devraient être sensibles lorsqu'ils travailleront avec la présidence pour obtenir les meilleurs résultats possibles de la COP28.

Pétrole et pouvoir

Les Émirats arabes unis sont une fédération de sept émirats semi-autonomes situés sur le littoral méridional du golfe Arabo-persique, devenus pleinement indépendants en 1971 après avoir été sous mandat britannique. Abou Dhabi est le plus riche et le plus puissant des sept émirats ; ses dirigeants, membres de la famille al Nahyan, ont toujours occupé la présidence des Émirats arabes unis. Les champs pétrolifères et gaziers d'Abou Dhabi ont entretenu la croissance économique spectaculaire de tout le pays, sous la conduite du « père de la nation », Sheikh Zayed. En 2008, lorsque la crise financière mondiale a déclenché une crise immobilière dans l'émirat de Doubaï, Abou Dhabi a renfloué les caisses

de celui-ci à hauteur de 20 milliards de dollars, consolidant plus encore sa position politique dominante au sein des Émirats arabes unis. Les partis politiques sont interdits dans tout le pays ; le système politique accorde aux dirigeants héréditaires des émirats un monopole du pouvoir et exclut la possibilité de tout changement de gouvernement par la voie d'élections.

À partir des années 1970, les États du Golfe ont fermement repris le contrôle de leurs réserves de pétrole et de gaz aux compagnies pétrolières occidentales. Leurs monarques ont employé les montants considérables qu'ils ont ainsi commencé à obtenir pour développer leurs pays très rapidement. Sur le plan politique, l'universitaire américain Jim Krane explique comment les familles dirigeantes de la région « ont utilisé l'expropriation des entreprises pétrolières mondiales pour renforcer le contrôle [...] ». Ces pays sont devenus plus autocratiques à mesure qu'ils se sont développés, et non l'inverse. » Le pouvoir que détiennent les dirigeants des Émirats arabes unis est ancré dans leur contrôle total de leurs réserves de pétrole et de gaz. Les exportations d'hydrocarbures représentent environ 90% des recettes du gouvernement du pays, dont la distribution garantit l'allégeance des élites et écarte la menace de la dissidence au sein de la population. Cheikh Mohamed ben Zayed al Nahyan (souvent appelé « MBZ »), dirigeant de fait du pays depuis les années 2000 et officiellement président depuis 2022, a construit un contrat social qui garantit la distribution à la population des revenus pétroliers contrôlés par l'État, lui assurant un niveau de vie élevé et un ensemble généreux d'allocations sociales, en échange de quoi les citoyens et citoyennes ont tendance à exercer ce que Mira al Hussein, universitaire émirienne, décrit comme un « désintéret volontaire à l'égard de la participation politique ». Un journaliste a décrit ce contrat comme étant « l'accord tacite [de la famille dirigeante] avec son peuple : la sécurité et la prospérité en échange de la tranquillité ».



L'adoption de mesures significatives pour endiguer la demande mondiale de combustibles fossiles représenterait une menace réelle pour la pérennité du régime des Émirats arabes unis et le pouvoir de sa famille dirigeante. À l'inverse, les hausses de la demande énergétique comme celle induite par le conflit en Ukraine augmentent les recettes et renforcent la puissance du pays, alimentant le fonds souverain de l'État et diversifiant ainsi les sources de revenus des élites au pouvoir. L'autocratie a besoin de l'extraction et l'extraction alimente l'autocratie. La désignation de Sultan al Jaber, PDG d'ADNOC – la compagnie pétrolière nationale, présidée par MBZ –, comme président de la COP28 doit être lue dans ce cadre politique. Après avoir annoncé un vaste élargissement de la capacité de production de pétrole d'ADNOC fin 2022, Sultan al Jaber a déclaré sans ambages que les Émirats arabes unis ont bien l'intention de continuer à extraire de plus en plus du pétrole : « Le monde a besoin du maximum d'énergie, du minimum d'émissions et de toutes les solutions du secteur énergétique si nous devons garantir la sécurité énergétique mondiale ».

Le changement climatique et les Émirats arabes unis

Contrairement à la réputation de l'État en matière d'énergie renouvelable, forgée par une puissante campagne de communication, les engagements climatiques pris par les Émirats arabes unis sont « extrêmement insuffisants », d'après l'analyse du projet Climate Action Tracker. En avril 2023, l'ONG Urgewald a publié une analyse montrant que le programme d'expansion de l'exploitation du pétrole et du gaz des Émirats arabes unis est le troisième le plus éloigné au monde de la neutralité carbone, après ceux de l'Arabie saoudite et du Qatar.

Compte tenu de l'impossibilité pour la société civile de se développer et d'agir, le gouvernement n'est soumis à aucune pression, sur le plan national, l'incitant à modifier son approche. En avril 2023, le ministère de l'Éducation des Émirats arabes unis a lancé un programme scolaire sur le changement climatique, axé sur les « comportements individuels » et les efforts en faveur d'une prise de conscience écologique à l'école mais ne contenant pas une seule mention des combustibles fossiles ou des émissions de carbone. Ce constat est d'autant plus préoccupant qu'à Abou Dhabi, le nombre de jours où la température de l'air dépasse 40 °C augmentera de 51 % d'ici au milieu du siècle si la température moyenne à la surface du globe augmente de 1,5 °C, et de 98 % d'ici à la fin du siècle si la température augmente de 3°C. Or, les citoyens et citoyennes des Émirats arabes unis ont une conscience limitée de cet avenir. En effet, des croyances bien ancrées attribuant le change-

ment climatique, et en particulier l'augmentation des précipitations en Arabie, à certaines prophéties religieuses selon lesquelles l'Arabie se couvrira de prairies vertes et de rivières, circulent depuis longtemps dans les médias et même dans les écoles du pays. L'exposition incessante à ces croyances – qui frisent le déni du changement climatique – dans les médias émiriens étroitement contrôlés par le gouvernement œuvre en faveur d'un État qui répugne à adopter toute mesure importante contre l'extraction du pétrole. La répression des voix indépendantes et l'absence de points de vue alternatifs rendent impossible tout débat public sur le changement climatique et l'avenir des Émirats arabes unis après l'ère du pétrole.

Des militants écologistes ont mise en garde, à juste titre, contre le risque de voir ADNOC et, par extension, l'État émirien faire mainmise sur le processus de la COP28. Les forces qui menacent de faire échouer la possibilité, déjà très incertaine, que des progrès soient accomplis en faveur de l'objectif de 1,5 °C sont les mêmes que celles qui occultent le moindre aperçu de l'action politique aux yeux de la population émirienne.

Page opposée: Janvier 2020 : voiture bloquée dans les rues inondées de Doubaï après de fortes pluies © Katiakk2/istock.com
En dessous: Plateforme pétrolière au coucher du soleil, Port de Mina, Abou Dhabi (ÉAU) © Manoj Attingal/Alamy Stock Photo.



Les engagements climatiques pris par les ÉAU sont « extrêmement insuffisants », d'après climate action tracker.

S'appuyant sur les revenus colossaux issus des combustibles fossiles, le modèle de stabilité autoritaire des éau s'est converti en 10 ans en celui d'un état exerçant une surveillance profondément répressive, où aucune critique significative du gouvernement du pays ou de la société n'est autorisée



La répression post-2011 et le sort subi par les voix critiques

When Lorsque les manifestations de masse du « Printemps arabe » ont secoué la région, en 2011, renversant plusieurs autocrates, MBZ a perçu une grave menace pour son régime. En mars de la même année, quelques semaines seulement après le renversement d'Hosni Moubarak par les manifestants égyptiens, un groupe de 133 Émiriens et Émiriennes ont signé de leur nom une pétition demandant instamment qu'une réforme démocratique ait lieu aux Émirats arabes unis, portant notamment sur le droit de vote.

« Le groupe [de la pétition] demande une réforme exhaustive du Conseil national fédéral (CNF), ou Parlement, notamment des élections libres auxquelles puissent participer tous les citoyens selon la méthode du suffrage universel. »

MBZ avait toujours argumenté que le monde arabe n'était pas censé être démocratique, déclarant à des diplo-mates américains, en 2007, que « le Moyen-Orient n'est pas la Californie ». Sa réponse à cette pétition modérée a été rapide et brutale. Son redoutable appareil sécuritaire national a commencé à rafler ses détracteurs et détractrices les plus visibles dans le pays, les qualifiant de sympathisants terroristes, en particulier si ces personnes avaient des liens avec l'islam politique. Pour procéder aux arrestations, les forces de sécurité patrouillaient dans les rues à bord de véhicules tout terrain équipés sur mesure de menottes encastrées dans le châssis. En 2012, l'Association internationale du barreau a déclaré que les autorités émiriennes créaient « un climat de peur au sein de la profession d'avocat ».

En même temps qu'il entreprenait sa répression féroce, l'État émirien a augmenté ses dépenses allouées aux subventions et aux prestations sociales de 31 % en une seule année. Les Émiriens et Émiriennes se sont trouvés face à un choix des plus cornéliens : rester tranquilles et accepter les bénéfices de l'extraction ou subir, avec leurs familles, une agression pure et simple.

L'année 2013 a marqué un tournant, avec la condamnation des « 94 Émiriens », un groupe d'avocats, d'universitaires et de militants réformistes, à des peines allant jusqu'à 15 ans d'emprisonnement à l'issue d'un procès collectif à l'iniquité flagrante. À la fin des années 2010, plus une seule personne n'était en mesure de militer de manière indépendante pour les droits humains dans le pays. En 2016, **Ahmed Mansoor**, ingénieur, poète et père de quatre enfants alors connu comme « le dernier défenseur des droits humains aux Émirats arabes unis », déclarait dans un entretien :

« Les Émirats arabes unis traversent la pire période de leur histoire, en matière de droits humains. C'est l'époque la plus sombre pour le pays : nous n'avons jamais connu ce type de situation, tant s'en faut, dans toute l'histoire des Émirats arabes unis, ni même avant. »

En mars 2017, peu après avoir publié sur Twitter une critique du gouvernement d'Abou Dhabi et du gouvernement al Sissi en Égypte, Ahmed Mansoor a vu les forces de sécu-



rité faire irruption à son domicile en pleine nuit et l'emmener dans un lieu tenu secret. En 2018, une cour secrète l'a condamné à 10 ans de prison. Depuis six ans, ce chanteur des droits humains de renommée internationale est maintenu en détention solitaire dans une minuscule cellule froide de la prison Al Sader, à Abou Dhabi, sans accès à aucune lecture ni même à la radio. Human Rights Watch fait savoir qu'il lui a fallu rester en grève de la faim pendant 49 jours, en 2019, pour obtenir finalement le droit de faire de l'exercice trois fois par semaine et de parler à son épouse par téléphone deux fois par mois.

Un grand nombre des personnes arrêtées par l'État policier sont maintenues en détention à la prison d'Al Razeen, surnommée le « Guantanamo des Émirats arabes unis » car la torture et les mauvais traitements y sont largement avérés. Parmi les détenus figure **Nasser bin Ghaith**, un économiste et universitaire de la branche de l'université Paris-Sorbonne à Abou Dhabi. Après une disparition forcée perpétrée par l'État en 2015, il a été condamné en 2017 à 10 ans de prison pour avoir publié un tweet sur le procès inique qu'il a subi en 2011. Par ailleurs, **Mohammed al Roken** est l'un des « 94 Émiriens » à avoir été arrêté en 2012. Avocat spécialiste de la défense des droits humains, titulaire d'un doctorat de l'université de Warwick, en Grande-Bretagne, et ancien directeur de l'Association des juristes des Émirats arabes unis, Mohammed al Roken a défendu des membres des Frères musulmans et d'autres militants politiques. Il a signé la pétition de 2011 en faveur de la démocratie. Il a été condamné en 2013 à 10 ans d'emprisonnement, mais il est toujours incarcéré alors qu'il a purgé sa peine.

« Les éaux traversent la pire période de leur histoire, en matière de droits humains. C'est l'époque la plus sombre pour le pays. »

— Ahmed Mansoor, 2016

Cette page: (en haute) Barreaux d'une cellule de prison © Dan Henson/Dreamstime.com (en bas) Le défenseur des droits humains Ahmed Mansoor. Image publiée avec l'aimable autorisation de la International Campaign for Freedom in the United Arab Emirates (ICFUAE).

Page opposée: (en haute) Nasser bin Ghaith. Image publiée avec l'aimable autorisation de la ICFUAE (en bas) Mohammed al-Roken. Image publiée avec l'aimable autorisation de la ICFUAE.



Mohammed al Roken n'est pas le seul prisonnier maintenu en détention alors qu'il devrait être libéré : fin mars 2023, au moins 51 détenus condamnés lors du procès des « 94 Émiriens » étaient maintenus dans un centre dit « de conseil » alors que leur peine est arrivée à son terme, en application de la loi de 2014 de lutte contre le terrorisme, qui permet la détention pour une durée indéfinie.

Pendant que les détenus croupissaient en prison, les membres de leurs familles ont été pris pour cibles par l'État : leurs biens ont été confisqués, ils ont perdu leur emploi ou n'ont pas été autorisés à terminer leurs études, leur citoyenneté a été révoquée et ils ont fait l'objet de campagnes de diffamation. **Ossama al Najjar** est le fils de l'un des 94 Émiriens détenus. Lorsqu'il a dénoncé sur Twitter la pratique de la torture dans les prisons émiriennes et qu'il a entrepris de faire pression pour améliorer les conditions de détention, il a été condamné à trois ans d'emprisonnement, en vertu de la Loi de lutte contre la cybercriminalité. Sa peine devait arriver à son terme en 2017, mais il est resté en détention deux ans de plus, en application de la Loi de lutte contre le terrorisme. Dans ce contexte, les familles font souvent le choix difficile de renier leurs proches pris pour cibles par l'État ou de prendre leurs distances avec eux. Par peur de représailles, notamment sous la forme d'interdictions de voyager, bon nombre des membres de ces familles ne révèlent pas la disparition ou la détention au secret de leurs proches. Lorsque des organisations des droits humains demandent la libération de personnes détenues, l'État risque de se servir de ce prétexte pour inculper officiellement ces personnes d'« affiliation à une entité étrangère ».

Aux Émirats arabes unis, un nombre inconnu de personnes sont sous le coup d'une interdiction de voyager imposée par l'État. Aucune voie officielle n'existe pour contester les procédures d'interdiction de voyager. En 2020, une interdiction de voyager d'une durée indéfinie a été émise contre l'écrivaine émirienne Dhabiya Khamis, après sa critique de la normalisation des relations de son pays avec Israël. Elle n'est pas autorisée à participer à des événements publics, à publier ses écrits à l'échelle locale ni à occuper un emploi, car il est nécessaire de passer un contrôle officiel de sécurité pour travailler aux Émirats arabes unis.

La répression est désormais si sévère dans le pays que même des voix largement reconnues qui émettaient auparavant des commentaires objectifs sur l'État ont manifestement changé de ton. L'universitaire Abdulkhaleq Abdulla, ancien conseiller de MBZ, mettait publiquement en question le manque de démocratie dans le pays et critiquait le président égyptien Abdel Fattah al Sissi, qui bénéficie du soutien des Émirats arabes unis. Depuis sa brève arrestation, en 2017, il est devenu un fervent défenseur de la famille dirigeante du pays, déclarant même sur Twitter, en 2021, qu'« après une décennie de confrontations difficiles, les Émirats arabes unis ont remporté la bataille contre l'inanité des Frères musulmans et ont réussi à interrompre leurs

progrès dans l'ensemble du monde arabe ».

D'après Mira al Hussein, l'ensemble de la société, y compris les tribus du pays qui avaient joué un rôle dans la prise de décisions, a été marqué par la réaction brutale de l'État au Printemps arabe, notamment au procès des 94 Émiriens :

« Le spectacle d'un procès collectif public a été suffisant pour stupéfier la société, déclenchant un esprit de déférence destiné à exprimer l'unité derrière le rejet d'une vision politique alternative. »

Désormais, les Émiriens et les Émiriennes ne peuvent plus s'exprimer librement que depuis l'étranger, à travers des groupes de la diaspora tels que le Emirates Detainees Advocacy Centre (Centre de plaidoyer pour les personnes détenues aux Émirats) et la International Campaign for Freedom in the United Arab Emirates (Campagne internationale pour la liberté aux Émirats arabes unis), ainsi que des organisations régionales telles que le Gulf Centre for Human Rights (Centre du Golfe pour les droits humains) et l'unité Alaa Al-Siddiq de l'organisation ALQST for Human Rights. Or, même à l'étranger, ils se heurtent à des invectives coordonnées sur les réseaux sociaux à partir de comptes pro-gouvernementaux, ainsi qu'à des menaces et du harcèlement. En 2022, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits humains a attiré l'attention sur les atteintes ciblant **Jenan al Marzouqi**, résidente des États-Unis qui recevait des menaces en ligne et sur le terrain, y compris de la part de membres de l'appareil sécuritaire, en raison de son plaidoyer en faveur de son père et d'autres personnes détenues. En 2021, Citizen Lab a également révélé que la défenseure des droits humains Alaa al Siddiq, aujourd'hui décédée, était surveillée par un logiciel espion, probablement à l'initiative des Émirats arabes unis, pendant qu'elle vivait au Royaume-Uni.

Les personnes étrangères également prises pour cibles

Les citoyennes et citoyens émiriens ne sont pas les seules personnes à s'être trouvées dans le point de mire de l'État policier émirien. En mai 2018, les forces de sécurité ont arrêté l'universitaire **Matthew Hedges** alors qu'il se préparait à quitter les Émirats arabes unis après un voyage de recherche. En novembre de la même année, un tribunal l'a condamné à la réclusion à perpétuité pour « espionnage » présumé pour le compte du gouvernement britannique. Matthew Hedges a déclaré avoir dû ingérer de force un cocktail de médicaments pendant son incarcération et avoir signé des « aveux » sous une contrainte extrême. Après le scandale international déclenché par cette affaire, les Émirats arabes unis ont gracié Matthew Hedges. Une fois libéré, il a déclaré : « depuis un an, il est devenu clair que toute forme de pensée indépendante ou critique est désormais considérée comme une menace contre la sécurité de l'État ».

Régulièrement, des étrangers ont des ennuis avec l'État policier après avoir transgressé des interdits par inadvertance. En 2015, l'Australienne **Jodi Magi** s'est retrouvée menottée, fouillée au corps et expulsée des Émirats arabes unis après avoir publié sur Facebook une photo d'une voiture garée sur deux places réservées aux personnes handicapées devant son appartement d'Abou Dhabi. Quelque temps auparavant, le consultant américain **Shezanne Cassim** avait passé neuf mois en prison pour avoir diffusé une vidéo satirique jugée offensante pour la culture émirienne. En 2019, le Britannique **Ali Issa Ahmad** a déclaré avoir été arrêté, roué de coups et torturé pour le simple fait d'avoir porté un maillot de l'équipe de football du Qatar lors d'un match à Abou Dhabi, à une époque où toute expression de soutien en faveur du Qatar avait été déclarée constituer un crime aux Émirats arabes unis. **Ahmed Etoum**, un enseignant jordanien qui utilisait son compte Facebook pour critiquer pacifiquement son gouvernement, a été arrêté par des agents masqués des forces de sécurité émiriennes alors qu'il se promenait avec ses enfants, en 2020. Il a été maintenu en détention au secret et condamné à une peine d'emprisonnement de 10 ans pour « actes contre un État étranger ». **Tayseer Al Najjar**, journaliste également de Jordanie, a passé deux ans en prison parce qu'il avait publié des commentaires sur Facebook avant même de vivre aux Émirats arabes unis.



Régulièrement, des étrangers ont des ennuis avec l'état policier



(en haut à droite) Tayseer al Najjar. Image publiée avec l'aimable autorisation de la ICFJAE. (au milieu à droite) Prisonnier menotté © Fotokitas/Dreamstime.com. (en bas à droite) Membres de l'armée, de la police et des forces de sécurité avec un membre de la famille dirigeante de Dubaï, 2018. © Artur Wladak/NurPhoto/Alamy Stock Photo. (en haut à gauche) Loujain al Hathloul, https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Loujain_Alhathloul.jpg, auteur inconnu, <https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/deed.en>. (en bas à gauche) Policier d'Abou Dhabi, Hamdan Street, Abou Dhabi © Fahd Khan/Alamy Stock Photo.

Malheureusement, alors qu'il avait été libéré de prison en 2019, il est mort en 2021 après une dépression sévère.

Au milieu des années 2010, les Émirats arabes unis ont également mis en œuvre une politique consistant à refuser l'entrée dans le pays à toute personne extérieure susceptible d'émettre des critiques : depuis 2013, des représentants et représentantes d'Amnesty International et de Human Rights Watch, d'universités britanniques et américaines ainsi que d'organes de presse internationaux se sont vu refuser l'entrée sur le territoire et ont été placés sur des listes noires. En 2012, plusieurs groupes de réflexion étrangers basés aux Émirats arabes unis ont été fermés par les autorités, sans aucune explication.

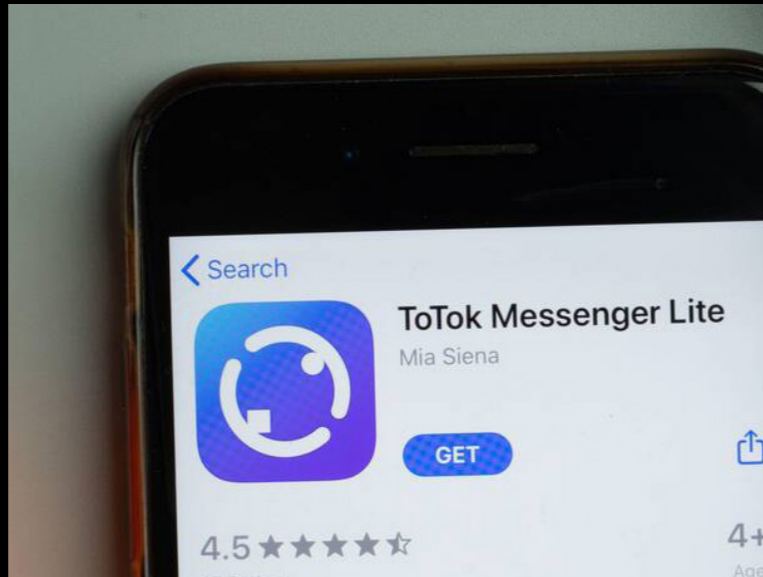
Les institutions étrangères présentes aux Émirats arabes unis savent ce qu'il est attendu d'elles pour pouvoir rester dans le pays : New York University Abu Dhabi a refusé d'accorder un soutien public à Matthew Hedges lorsqu'il a été jeté en prison, alors que Sorbonne Université Abu Dhabi a explicitement pris ses distances avec l'arrestation, en 2011, de Nasser bin Ghaith, qui enseignait à la faculté, au motif que ses activités pro-démocratie étaient « entièrement externes à ses activités universitaires ». En 2017, Loujain al Hathloul, étudiante de Sorbonne Université Abu Dhabi et militante pour les droits des femme saoudiennes, a été arrêtée par des agents des forces de sécurité émiriennes et renvoyée en Arabie saoudite – où elle a ensuite été arrêtée et torturée. Des institutions du monde entier ont demandé sa libération, mais pas Sorbonne Université Abu Dhabi.

Surveillance

Les Émirats arabes unis ont été appelés « superpuissance numérique » en raison de leur capacité à projeter leur influence au moyen de la technologie. Même les critiques formulées en privé sont dangereuses, car le pays a mobilisé ses vastes ressources pour mettre en œuvre l'un des réseaux de surveillance électronique les plus perfectionnés au monde. Les chercheurs du Citizen Lab ont baptisé Ahmed Mansoor « le dissident qui valait un million de dollar », après avoir découvert sur son téléphone, en 2016, un logiciel espion extrêmement sophistiqué qui a poussé Apple à diffuser une mise à jour urgente du système d'exploitation des iPhones à l'échelle mondiale. Dans le cadre de ce qui a été révélé par la suite s'appeler le projet Raven, le gouvernement des Émirats arabes unis avait employé plus d'une douzaine d'anciens salariés de la National Security Agency américaine (NSA) au sein d'une entreprise baptisée Dark Matter, afin de mettre au point la plateforme Karma, qui lui a permis de pirater des centaines d'iPhones. Loujain al-Hathloul (voir ci-dessus) était l'une des personnes prises pour cibles par Dark Matter, avant son arrestation aux Émirats arabes unis.

En 2019, le New York Times a également révélé que ToTok, une application émirienne de type réseau social, très populaire et téléchargée des millions de fois, était en fait un outil de surveillance – dont le propriétaire était un

entreprise basée à Abou Dhabi, présidée par Tahnoon ben Zayed al Nahyan, conseiller en sécurité nationale très influent et frère de MBZ. La consolidation de la relation des Émirats arabes unis avec Israël, qui s'est traduite par la signature des Accords d'Abraham en 2020, leur ont donné accès à la technologie Pegasus de la société NSO. Les autorités ont utilisé cet outil notamment pour pirater le téléphone de l'épouse de Jamal Khashoggi, le dissident saoudien en exil brutalement assassiné par des agents de l'État en 2018.



(en haute à gauche) Logo de l'application pour téléphone portable ToTok Messenger Lite sur un écran de téléphone © Postmodern Studio/Alamy Stock Photo. (en haute au milieu) Une personne milite en brandissant un portrait de Jamal Khashoggi, Indonésie, 2018 © Herwin Bahar/Dreamstime.com. (en haute à droite) Plateforme pétrolière et navires pétrochimiques dans le port de Khalifa, à Abou Dhabi, 2017 © Fahd Khan/Dreamstime.com. (en base) Système de munitions rôdeuses Halcon Shadow 25, de conception émirienne, présenté dans le pavillon du groupe EDGE à la International Defence Exhibition (IDEX), Abou Dhabi, février 2023 © Ryan Lim/Getty.

La présente synthèse sur les droits humains décrit la répression féroce et implacable de la dernière décennie dans le cadre du contrat social émirien, qui attend des citoyennes et citoyens une paix politique absolue en échange d'une part des bénéfices issus de l'extraction ininterrompue de combustibles fossiles





La pétition Sanid

En amont de la COP28, plus de 50 organisations de défense des droits humains et du climat de la région du Golfe et d'ailleurs ont exhorté les Émirats arabes unis à cesser leurs attaques contre la société civile, notamment en libérant immédiatement toutes les personnes détenues pour le seul motif d'avoir exercé leurs droits humains et en mettant un terme aux restrictions de l'espace civique. Elles ont également demandé à l'État de faire en sorte que la COP28 parvienne à des résultats ambitieux et conformes aux droits humains.

Pour lire la pétition Sanid dans son intégralité et en savoir plus sur la campagne, rendez-vous à l'adresse suivante :

sanidpocuae.com

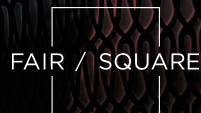
Cette synthèse a été préparée par **FairSquare**.
www.fairsq.org

En partenariat avec:

EDAC – Emirates Detainees Advocacy Centre
www.edacrights.com

ALQST for Human Rights
www.alqst.org





القسط
ALQST
For Human Rights



لحقوق الإنسان